



Fédération des syndicats de travailleurs du rail
17 boulevard de la libération - 93200 - Saint Denis
Tel 01 42 43 35 75 - Fax 01 42 43 36 67
federation-sudrail@wanadoo.fr
www.sudrail.fr



A Saint-Denis, le 8 juillet 2014

Communiqué de Presse

Drame de Brétigny, vers la confirmation d'une casse sociale et industrielle

Les cheminots sur le terrain sont aussi les victimes de ces politiques du chiffre, La fédération SUD-Rail tient à préciser que la dégradation de l'entretien du réseau ferré est la conséquence des politiques complices des gouvernements successifs et actuels, de la direction de la SNCF et de RFF depuis 1997 ! Productivité, Rentabilité financière, suppression massive des effectifs, notamment des brigades voies chargées de la sécurité du réseau ferré ! Les médias font du bruit, les journaux, les gros titres, mais ou étaient-ils ces dernières années quand les cheminots alertaient sur les dérapages de la sécurité ! Sur le faux dialogue social, qui consiste à faire accepter comme normal ce qui ne l'est pas ! A chaque mouvement des cheminots, les médias ont fait le buzz en expliquant, avec l'aide de la direction de la SNCF, que les cheminots étaient des fainéants et des privilégiés ! La réalité était tout autre, il est temps de dire la vérité aux usagers, au public !

Le 12 juillet 2013 le train Intercité 3657 déraillait en gare de Brétigny sur Orge, ce drame a provoqué le décès de 7 personnes et de nombreux blessés. La fédération SUD-Rail s'est portée partie civile au procès, afin que toute la lumière soit faite sur ce tragique accident. Les cheminot-es ont largement alerté ces dernières années sur les choix d'organisations, les problèmes de maintenance, la politique d'entreprise axée sur la réduction des coûts, la productivité, les coupes sombres dans les effectifs, sans qu'il y ait une véritable prise en compte de la réalité vécue sur le terrain par les cheminot-es et les usagers.

Il faut tirer les bonnes conclusions de ce drame, il est hors de question que le discrédit soit jeté sur les cheminots qui travaillent dans des conditions difficiles. Ce sont les directions de la SNCF et de RFF, à leur plus haut niveau, qui doivent assumer, la responsabilité de leurs politiques qui ont conduit à cette catastrophe ! C'est désormais à la justice, au tribunal d'Evry, de demander des comptes. **Il faut redonner les moyens au service public ferroviaire et stopper la politique d'éclatement du système ferroviaire.**

La Fédération SUD-Rail réaffirme la nécessité d'une réintégration du système ferroviaire au sein d'une SNCF, **une et indivisible**, contrairement au projet de loi actuellement en débat au Sénat. Séparer l'exploitation de l'infrastructure ne fera qu'accentuer le cloisonnement des activités et les relations comptables, très éloignés des besoins de sécurité ferroviaire. En 1997, la SNCF a été brisée et RFF créé au prétexte de la situation financière de la SNCF. Depuis, ces décisions ont été validées par tous les gouvernements et les ministres chargés des Transports successifs ; en 2014, gouvernement et Direction font la même politique, à ce stade, ce n'est plus une erreur, mais bien un choix de casse industrielle et de libéralisation des chemins de fer !

Poursuivre cette politique aura des conséquences graves. L'emballage autour des annonces au lendemain de la catastrophe de Brétigny, ne suffit pas ! Contrôles d'éclisses, changement de 365 aiguillages en 2014, pseudo-embauches, celles-ci ne font que traduire un choix de communication partagé par le gouvernement et la direction de la SNCF. Dans le même temps, la direction de la SNCF poursuit les restructurations, par la séparation des activités, les suppressions d'emplois (2500 en 2014), les fermetures des gares, la suppression des contrôleurs à bord des trains, etc... **Comme en 1997, Gouvernement et Direction ne s'appuient pas sur**

l'expertise des cheminot-es. La Fédération SUD-Rail a réclamé suite au drame, dès juillet 2013 une réunion tripartite, Etat-SNCF/RFF-Organisations Syndicales-Associations d'usagers. **Nous n'avons reçu aucune réponse !** La Fédération SUD-Rail a alerté sur le projet de loi de réforme qui poursuit le seul objectif de casse du système ferroviaire, avec la proposition d'un débat télévisé, nous n'avons obtenu aucune réponse. En guise de dialogue social, Gouvernement et direction SNCF ont lancé une campagne de dénigrement sans précédent à l'encontre des cheminot-es en lutte pour un service public ferroviaire d'intérêt général !